



Mardi 21 Août 2012

A la Une: les plans de campagne et les cocktails de pesticides

Plans de campagne : pour Légumes de France, «ce n'est pas aux producteurs de payer»

Dans un communiqué paru le 8 août, Légumes de France rappelle sa position dans le dossier des "Plans de campagne". **«Les plans de campagne sont des mesures publiques de gestion des marchés proposées par le ministère de l'Agriculture. Les producteurs et leurs organisations économiques ont participé à ces mesures publiques en toute bonne foi, en les cofinçant pour gérer les marchés. Il est hors de question que les producteurs remboursent quoi que ce soit !»**, écrit le syndicat. **«Bruxelles a remis en cause ces dispositifs**, rappelle Légumes de France. **Le Gouvernement français, ne les ayant pas notifiés, porte l'entière responsabilité de cette contestation. De plus, la Commission européenne ne pouvait ignorer ces mesures qui étaient de notoriété publique.»** L'organisation a déposé un recours le 19 août 2009 contre la décision de la Commission.

Pesticides (1) : le collectif Sauvons les f&l dénonce un article du Monde

Le collectif Sauvons les fruits et légumes réagit à un article du journal Le Monde daté du 8 août intitulé "L'inquiétant effet cocktail des pesticides sur nos cellules. Ingérés ensemble, certains produits chimiques deviennent extrêmement nocifs pour la santé". L'article en question reprend les résultats d'une étude menée par l'université d'Aston, en Angleterre. Cette étude prétend que des substances réputées sans impact, de façon isolée, sur la santé humaine, peuvent avoir, une fois combinées, des effets nocifs et engendrer, en particulier, une vulnérabilité aux maladies neurodégénératives (Alzheimer, Parkinson...). Le collectif **«s'indigne de la tentative de manipulation médiatique orchestrée par Générations Futures avec la complicité du Monde, qui se transforme en simple caisse de résonance des ONG les plus radicales»**. Le collectif Sauvons les f&l, avec Légumes de France, appelle les Pouvoirs publics **«à faire expertiser par les autorités sanitaires compétentes l'étude scientifique qui a servi de base à l'article du Monde ; à faire une mise au point au Monde sur les dispositifs en matière de définition des LMR et à rappeler l'importance des fruits et légumes pour une alimentation équilibrée»**.

Pesticides (2) : pour la FNPF, le consommateur mérite «toute la vérité?»

La FNPF a également réagi à cet article du Monde et pose à son tour plusieurs questions : **«De quels dosages de substance parle-t-on ? Reste-t-on dans le cadre des normes définies par les réglementations françaises, européennes et par l'OMS concernant l'usage de ces substances qui permettent une protection optimale des consommateurs et des utilisateurs ? Et surtout, pourquoi le consommateur**

serait-il exposé à un risque supérieur à celui auxquels sont confrontés les agriculteurs qui appliquent les substances au quotidien ?» La Fédération des producteurs de fruits cite par ailleurs une enquête Agrican, menée sur une cohorte de 180 000 agriculteurs depuis 2004 et qui **«démontre que les agriculteurs ont une plus longue espérance de vie et que le risque de cancer global est plus faible pour eux»**. **«Les agriculteurs, qui ne sont pas plus résistants que le reste de la population aux produits phytosanitaires, vivent plus longtemps et en meilleure santé...»**, poursuit la FNPF. **«Alors pourquoi le consommateur serait-il plus en danger lorsqu'il consomme des fruits et légumes dont les normes d'hygiène, de sécurité et de commercialisation sont drastiques ?»**, conclut la fédération.